

Conférence de presse de la coprésidence régionale de Liège

Pour un renouveau politique à Liège

1. Nouvelle équipe 2017-2018

La coprésidence d'Ecolo pour l'arrondissement de Liège a été renouvelée fin 2016. Elle se compose de :

Laura Goffart : 26 ans, étudiante en droit à l'ULg, coprésidente d'écolo j Liège. Membre de diverses associations féministes, active dans la lutte contre la « taxe tampon », très attentive aux inégalités et aux réalités que connaît la jeunesse dans nos régions, Laura est également intéressée par les questions culturelles. Elle entretient un lien fort avec écolo j, et s'attache à toucher et fidéliser le public jeune.

Paul Ancion : 28 ans. Chauffagiste indépendant. Conseiller communal à Seraing depuis février 2016. Anciennement actif dans les mouvements de jeunesse. Paul se consacre principalement à la préparation des élections de 2018.

Olivier Bierin : 31 ans, diplômé en sciences politiques de l'ULg, coprésident d'écolo j entre 2010 et 2012, coprésident de la locale de Liège de 2014 à 2016, bénévole dans une maison de jeunes, administrateur à l'ULG. Dans l'équipe, Olivier se consacre plus particulièrement aux relations avec les médias (y compris sociaux), à l'ouverture à la société civile et au soutien au(x) processus de liste(s) citoyenne(s).

2. Notre programme commun

La démocratie représentative vit une crise profonde (cfr notamment l'enquête récente Noir Jaune Blues), et les citoyens sont lassés du système politique actuel. Il paraît dès lors nécessaire d'élaborer de nouvelles formes de participation. A cet égard, Ecolo a toujours été un précurseur, et nous souhaitons plus que jamais renforcer nos liens avec la société civile et l'ensemble des citoyens sur l'arrondissement de Liège.

Des propositions pour plus de démocratie participative figurent en bonne place dans notre programme, et ce sera à nouveau le cas en 2018 et 2019. Budget participatif, commission de citoyens tirés au sort au Parlement et au conseil communal, consultation populaire,...

Mais il s'agit aussi de mettre en pratique ces principes dans notre action en tant que parti. Depuis toujours, nos mandataires rétrocèdent une part importante de leurs rémunérations, nous pratiquons une interdiction stricte du cumul entre député et bourgmestre ou échevin, les responsables internes sont élus au suffrage universel des membres, etc. Nous souhaitons aller plus loin.

Depuis notre réforme statutaire de 2016, nous avons facilité et incité au fait de déposer des listes citoyennes, sur le modèle de Grenoble. Un projet de ce type est d'ores et déjà en cours à Liège-Ville. Nous avons également ouvert la possibilité de désigner nos candidats stratégiques via un processus sociocratique d'« élection sans candidat » (mal nommé dans ce cas-ci, car il s'agit bel et bien de désigner des candidats aux élections...).

3. 2018 pour Ecolo en Région Liégeoise

Notre objectif principal pour 2018, en tant que coprésidence d'arrondissement, est d'arriver à ce qu'un maximum de groupes locaux soient présents aux élections.

Pour mobiliser et appuyer sur cet objectif, tout une série d'organisations seront mises en place, nous voulons poursuivre l'organisation de nos « Juedredi » avec Etopia. Le principe est simple : nous invitons en soirée ici à la régionale des acteurs innovants à venir présenter leur projet dans un cadre informel et autour d'un verre. Nous avons d'ores et déjà reçu : Vin de Liège, les pâtes aux insectes Al Dento des sœurs Goffard, Wikipower, ou encore Médor.

Les « rencontres écologiques d'été », l'université d'été d'Ecolo et Etopia, s'organiseront à Liège lors du dernier week-end d'août, avec une formule remaniée tournée vers l'extérieur. Fin 2017 ou début 2018 nous organiserons un « Ecolab » sur le thème de l'alimentation durable, où nous inviterons les citoyens, les associations et les entreprises actives dans ce domaine à venir co-construire le programme d'Ecolo sur le sujet.

Nous soutiendrons également nos groupes locaux afin qu'ils multiplient les rencontres avec les citoyens, et qu'ils soient présents activement sur les réseaux sociaux, car c'est désormais la première source d'informations des moins de 25 ans, et que de facto le débat démocratique s'y déroule également.

Enfin, nous allons lancer des projets de potagers collectifs dans les communes de l'arrondissement de Liège. Il y en a déjà 4 à Seraing, lancés par le groupe local, et ce sont des projets très enthousiasmants, qui permettent de créer du lien social, de consommer sainement et localement et de réduire sa facture d'alimentation.

4. Focus sur les jeunes et la mixité

Au-delà d'internet et des réseaux sociaux mentionnés plus haut, nous souhaitons mettre en place plusieurs initiatives afin de toucher les jeunes. Ceux-ci sont particulièrement dégoûtés du monde politique, comme l'indique l'enquête « Génération Quoi ». 90 % n'ont plus confiance en la politique ! Mais il s'agit de la politique au sens restreint, des partis et des gouvernements. Les jeunes ont également soif d'engagement, de changement, ils s'impliquent au quotidien. Afin de recréer du lien avec eux et de les faire participer à la vie communale, nous proposerons des conseils des jeunes dans les communes où ils n'existent pas encore. Mais ces conseils ne peuvent être des lieux de délibération bidons, ils devront avoir un vrai impact et être pris en compte par les collèges communaux, via des partenariats et des initiatives en commun, et disposer d'un vrai budget pour lancer des projets.

Nous tenons également à mieux impliquer les femmes, encore trop peu présentes en politique, et à porter des propositions féministes dans le débat public. Via le « Groupe Femmes » d'Ecolo Liège, nous organiserons des actions dans ce but. Un « blind test féministe » a déjà été organisé en décembre.

Et nous souhaitons être en contact permanent avec les personnes en difficulté, car l'écologie politique est par essence très sociale. Ce sont elles qui bénéficieront en priorité du changement de société qu'Ecolo défend. Un travail de fond est déjà réalisé au quotidien par nos conseillers cpas, administrateurs de sociétés de logement et représentants dans différentes asbl. En plus, nous voulons soutenir des initiatives locales dans toutes les communes de l'arrondissement. Des Tailleurs d'énergie dans chaque CPAS, un parc de logement social le moins énergivore possible, une facilité accrue d'accès aux services publics sont autant d'exemples.

5. Ethique en politique et affaire Publifin

On ne peut souhaiter rapprocher le citoyen de la participation politique sans aborder aussi les questions d'éthique et de bonne gouvernance. Malheureusement **l'actualité du Kazakgate, et encore plus près de nous celle de Publifin, donnent une image désastreuse de la politique**

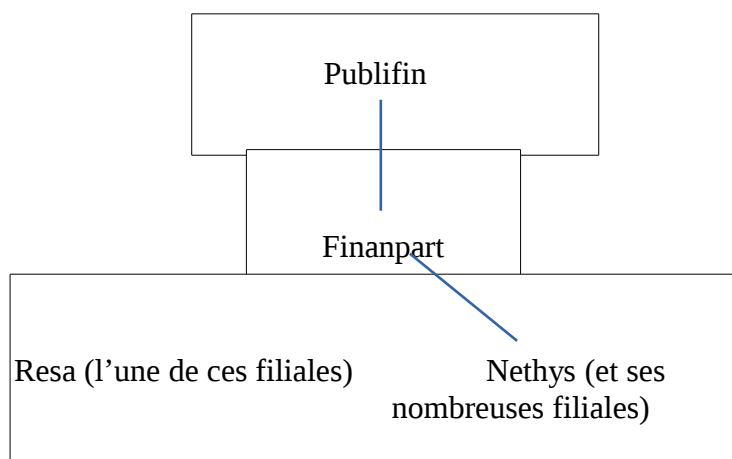
Publifin (anciennement Tecteo) est une intercommunale, dont l'actionnariat est 100% public. Une partie importante de ses rentrées provient de la facture d'énergie (électricité et gaz) des citoyens de la Province de Liège, via les tarifs de distribution de la filiale Resa, le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD) en Province de Liège. Elle offre des dividendes à la Province et aux communes actionnaires, dividendes qui rétribuent l'investissement historique réalisé par celles-ci dans les réseaux de distribution. La gestion de ces réseaux constitue un service public, monopolistique et régulé. Vu ce caractère monopolistique (plusieurs réseaux de gaz ou d'électricité n'auraient pas de sens), le fait que l'énergie constitue un bien de première nécessité (pour se chauffer, s'éclairer, se nourrir,...), et les services que doivent remplir les GRD (relevé des compteurs, clients protégés qui bénéficient du tarif social), ce caractère public doit être maintenu. A l'avenir, leur importance ira encore en grandissant, vu les mutations du secteur de l'énergie, et les pouvoirs publics devront utiliser cet outil afin de soutenir collectivement des solutions innovantes et durables (énergies renouvelables, gestion intelligente des réseaux, micro-réseaux, stockage,...).

Par la suite, Tecteo a élargi ses activités en investissant dans divers domaines industriels et commerciaux (cablo-distribution, audiovisuel, ICT, production d'énergie, presse, l'aéroport de Bierset,...). Cette confusion entre service public et activités commerciales introduit une contradiction entre les nécessités d'une certaine discrétion dans un domaine concurrentiel, et nécessité de transparence et de contrôle démocratique d'une structure publique. De plus, lors de certains exercices, les rentrées de Resa ont permis de maintenir un bilan général positif face aux pertes importantes de Voo.

Ce dévoiement du statut d'intercommunale, censée répondre à des besoins collectifs de communes qui se mettent en commun pour y répondre, en la transformant en acteur économique de premier plan, permet également d'exercer une influence importante pour les partis traditionnels, au pouvoir en Province de Liège. A cet égard, le scandale des comités de secteur n'est que la face émergée de l'iceberg.

Par rapport aux comités de secteur, une information judiciaire est en cours, mais même si cette procédure aboutit à la conclusion que rien d'illégal n'a été commis, **l'éthique impose de rembourser les sommes indûment touchées.**

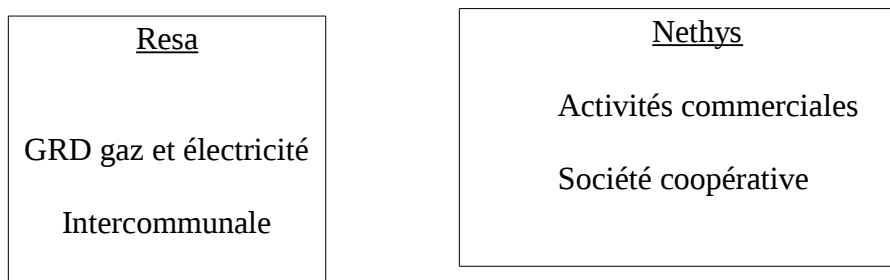
Ecolo a déjà déposé, à différents niveaux de pouvoir, des propositions afin de renforcer le contrôle des intercommunales et de leurs filiales, de lutter contre le cumul, de garantir la transparence des rémunérations, et va poursuivre ce travail. Certaines règles ont été adoptées, mais ne sont pas mises en œuvre par le Gouvernement, d'autres doivent encore être adoptées. Nous réclamons aussi les démissions du Ministre Furlan et de ceux qui ont mis en place le système, André Gilles, Georges Pire, Dominique Drion et Stéphane Moreau, ainsi que la création d'une commission d'enquête.



Mais au-delà de ça, nous estimons qu'il faut clarifier les structures et les rôles des composantes de Publifin. Cela ne sert à rien de changer les dirigeants de cette nébuleuse si par la suite elle continue à fonctionner de la même façon. A cause de la confusion évoquée, mais également du risque que fait peser ce modèle sur les finances communales et notre indépendance énergétique. Imaginons qu'un mauvais choix stratégique mène à la faillite ou à la nécessité d'une recapitalisation massive. Cela signifie-t-il que notre réseau de distribution devra être revendu à des investisseurs qatari ou chinois ? Il s'agit d'un cas extrême, mais c'est un risque potentiel. Et quid de la valeur des participations des communes ? Les dirigeants de Nethys évoquent également à intervalles réguliers une montée en bourse potentielle. Les mêmes interrogations se posent à cet égard.

Pour Ecolo Liège, il est nécessaire de scinder en deux institutions distinctes et indépendantes Resa et Nethys. A ce stade, les deux structures sont formellement séparées, mais la confusion des genres est totale (dirigeants, équipes logistiques et administratives, communication vers l'extérieur en commun), et le fait d'appartenir à une même maison-mère présente les risques évoqués plus haut.

Nous aurions dès lors une intercommunale qui assure un service public d'un côté, RESA, gestionnaire de réseau de distribution de gaz et d'électricité, et Nethys, un acteur commercial et industriel de l'autre, deux structures totalement autonomes, avec des dirigeants différents.



Par ailleurs, que des acteurs publics interviennent dans l'économie a du sens en termes de souveraineté économiques et de maintien de l'emploi. La Province et les communes maintiendraient leur participation dans Nethys, mais cette implication dans l'économie se ferait en connaissance de cause, avec des règles du jeu clarifiées. Pour garantir un ancrage local et des règles de décision démocratiques, tout en permettant d'être actif dans des secteurs concurrentiels, nous proposons que cette organisation prenne la forme d'une société coopérative, soumise à un contrôle de la région, s'agissant de l'argent des communes. Ce mode d'organisation permet sans souci de développer des activités ambitieuses (cfr le Crédit agricole ou encore le groupe Leclerc en France). De plus, en cas d'ouverture au privé, ce qui est le souhait des dirigeants actuels de Nethys, ce modèle assure le maintien de l'emploi et du centre de décision, contrairement à une montée en bourse.